

6 ans... c'est long... très long !

Dans quelques semaines, les nordistes seront amenés à aller voter aux élections départementales.

On pourrait dire oui... et alors... en quoi ça concerne un syndicat ?

Bin... chose particulièrement singulière, nous agentEs du Département, mais aussi citoyenNEs, avons la possibilité, contrairement aux salariéEs du privé, de participer et donc de peser sur l'élection de notre patron.

Donc, quand le moment sera venu...

Il sera peut-être bon de ne pas oublier que ces 6 dernières années, JR Lecerf et son équipe choc, dont certainEs se représentent, ont mis la main sur notre service public alors qu'ils le considèrent comme une charge plutôt qu'un bien commun qu'il faut développer, méprisent les fonctionnaires et alors que l'intérêt général ne fait pas partie de leur logiciel idéologique.

2015 - 2021... c'est quoi leur bilan ?

pour les nordistes...

- **Baisse de 24% de l'investissement sur les 6 dernières années.** Dépenses d'équipement comprimées, comme les dépenses de fonctionnement malgré des besoins en augmentation. Cela touche l'état des collèges, de la voirie, de la culture, de la protection de l'enfance...
- **Gel des aides aux personnes handicapées,** par une « maîtrise » sévère de la dépense de la PCH (Prestation Compensation Handicap). Alors que la MDPH du Nord est la plus importante de France par le nombre de demandes qui lui sont adressées, les moyens à destination de la MDPH ont fondu entre 2016 et 2020 : les pertes cumulées, 5,7 M€, équivalent quasiment au budget initial, 6 M€ !

- **Baisse drastique des subventions** qui ont entraîné la fermeture définitive de nombreux clubs de prévention
- **En matière de prévention et protection de l'enfance,** depuis le premier budget il y a 6 ans, 14 M€ ont été, de manière cumulée, supprimés sur l'ensemble du mandat.
- **Suppression de 700 places dans les établissements dédiés à la protection de l'enfance,** rendant impossible l'accueil des enfants confiés au Département dans de bonnes conditions.
- **diminution drastique des budgets destinés aux populations** dans le cadre des AMASE (Allocations Mensuelles d'Aide Sociale à l'Enfance).
- **Fermeture des 4 services de PMI en maternité** qui met gravement à mal la prévention précoce.
- **Prise en charge des jeunes réfugiés (MNA) au rabais :** plus d'accompagnement éducatif et psychologique pour ces enfants au parcours traumatique... une simple prise en charge « hôtelière » avec le gîte et le couvert... C'est dire la considération de l'exécutif départemental pour ces jeunes qualifiés par Lecerf de « mijeurs » à

qui il dénie le droit d'être protégés du fait de leurs origines... Cela a été vérifié notamment à l'occasion des attaques xénophobes de Zemmour contre qui le président du CD a refusé de déposer plainte.

- **Baisse de 25% du nombre de personnelEs titulaires dans les 202 collèges du département.** Loin de remplacer les suppressions de postes, le recours, en moyenne 4h/j, à des salariéEs précaires de sociétés de nettoyage privées provoque une dégradation manifeste du service dans les collèges et une perte de repère des collégiens. L'exécutif départemental a toujours refusé de nous transmettre le rapport du CLERSé qui remet en cause objectivement cette privatisation de l'entretien des collèges tant en terme de coût que d'efficacité.
- **Chasse aux allocataires du RSA :** 80 M€ d'économie ces 6 dernières années sur le budget RSA alors que la précarité et le chômage augmentent dans notre département où 2 nordistes sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté (INSEE). Et sur l'année écoulée, marquée par le COVID et l'explosion de la pauvreté et du chômage partout en France, JR LECERF et son poulain Christian POIRET se vantent d'une augmentation du budget RSA 2,5x moins importante dans le Nord (département le plus peuplé de France) qu'au niveau national. A quel prix ?!

- **suppression de 10 jours de repos,** ce qui provoque en partie des situations d'épuisement professionnel qui se multiplient de manière exponentielle.
- **plus de 500 suppressions** de postes équivalents temps plein
- **plus de 300 suppressions d'équivalents temps plein de travailleurs sociaux et médico-sociaux** sur le terrain
- **mise en concurrence des agentEs entre eux/elles** dans un même service, un même atelier par l'instauration de la prime au « mérite » (RISEEP/CIA)
- **suppression de la CAP mobilité** pour une majorité d'agentEs départementaux (elle garantissait une égalité de traitement et une transparence dans les mutations internes)
- **avancement de carrière et de grade à la tronche du client !**
- **mépris pour les 2500 assistantes familiales,** considérées comme solution d'accueil à moindre coût. 22 à 30€/j pour l'accueil d'un enfant !

et pour les agentEs...

Le 17 mai, en séance plénière de l'assemblée départementale, lors du vote du compte administratif, l'exécutif départemental, par les voix de JR LECERF et C. POIRET ont affirmé :
 « On a redressé le Département (...) On est fier de notre bilan ».

**« Redressé le Département » ? Vraiment ? Ils osent !!
 On est tous et toutes d'accord avec ça ?**

On a beau chercher... vraiment on a essayé... on s'y est mis à plusieurs... durant des jours... eh bin... on n'a rien trouvé de positif. Et vous ?

Face à une véritable politique de destruction de notre service public et face à une idéologie gestionnaire court-termiste obsessionnelle qui nie les besoins des populations, et parce que nous sommes attachés à nos missions d'intérêt général, **en tant qu'agentEs et militantEs SUD, nous avons été contraintEs de faire front et de résister.**



Et durant ces 6 dernières années, ne tolérant ni débat, ni opposition, l'exécutif en place a tenté de nous le faire payer !
 La répression constante a été particulièrement brutale : suppression de nos moyens de communication avec les agentEs, procédures disciplinaires, mises à pied, dépôts de plaintes et mise en examen... En vain ! **Nous sommes toujours là et nous portons aujourd'hui la nécessité de remettre notre service public départemental sur pied.**

Il faut réparer ce qu'ils ont abîmé, détruit !

les 10 mesures d'urgence

à mettre en place immédiatement !

- Décider de mettre en place « un audit public et citoyen » pour faire un état des lieux des finances publiques et élaborer des propositions budgétaires recentrées sur les besoins des populations** dès le prochain exercice budgétaire. Il est impératif de sortir des logiques budgétaires court-termistes « pilotées » par des banquiers refoulés.
- Recrutement massif d'agents titulaires dans les collèges pour rétablir des effectifs permettant de rendre un service public de qualité auprès des élèves**, renforcer la communauté éducative et stabiliser les équipes
- Titularisation de toutes les collègues en catégorie C.**
- Recrutement massif de travailleurs sociaux et médico-sociaux**, permettant dans les équipes enfance de faire baisser le nombre de prise en charge par TS à 25, de réduire la taille des secteurs pour permettre aux assistantes sociales de polyvalence et aux puéricultrices de renouer avec le travail de prévention avec et au service des populations. Les équipes de secrétaires doivent reprendre leur rôle de véritable appui aux équipes.
- Remettre à plat toute la politique dite d'insertion pour sortir des logiques de guichet et de contrôle**... Arrêt du fléage des allocataires du RSA. Sortir du dogme « un emploi à tout prix ». Stopper l'injonction de trouver un emploi qui n'existe pas. L'objectif est de renouer avec l'accompagnement et le soutien. Les équipes sociales sont des ressources pour les populations et leur émancipation.
- Créer des places d'accueil en foyers de l'enfance** en prévoyant plus de places que de mesures de placement pour constituer une réserve permettant de travailler des accueils adaptés aux parcours des enfants
- Pour les assistantes familiales, 3 mesures d'urgence** :
 - Rattrapage salarial par une augmentation des salaires de 25%.
 - Prise en compte du risque professionnel majeur de mises en cause et de dénonciations
 - Reconnaissance de l'accident de travail par le maintien de la rémunération
- Remettre en question toutes les strates hiérarchiques**. Leur multiplication ces dernières années relegue l'expertise de terrain et l'éloigne des décideurs. Les « process », procédures, trames totalement hors sol, qui emboîsent le temps de travail, doivent cesser ! L'autonomie professionnelle doit être restaurée !
- Arrêt de l'idéologie managériale basée sur la mise en concurrence des agentEs**. L'atomisation des collectifs de travail, l'individualisation est contraire à l'intérêt des agentEs et des populations. Les missions qui nous incombent ne peuvent être rendues que par la coopération, l'élaboration de projets en commun, la responsabilité partagée. Le « Happy management » à coup de « journées de l'optimisme » ne gomme pas la brutalité des rapports hiérarchiques et les abus d'autorité qui rendent malades.
- Garantir l'égalité de traitement en matière RH** : remise en place et généralisation de la CAP mobilité pour tous les services déconcentrés, avancement à l'ancienneté en prenant en compte l'expérience dans la carrière plutôt que le « talent » supposé.

Les 21 et 27 juin, au moment de glisser le bulletin dans l'urne, plus que quiconque, en tant qu'agentEs du département, nous savons ce que notre choix implique !

Solidaires
 Personnels du Département du Nord

Sud